



Paris, le 9 décembre

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Minima sociaux : 3,8 millions de bénéficiaires en 2012, en hausse de 4 %

La direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publie son recueil annuel « *Minima sociaux et prestations sociales – Ménages aux revenus modestes et redistribution* ». Analysant le rôle et l'impact des prestations sur la réduction de la pauvreté mais aussi la fragilité des conditions de vie des ménages, cet ouvrage esquisse un portrait social des personnes les plus vulnérables.

Près de 3,8 millions de personnes perçoivent un des neuf minima sociaux en 2012. Ce nombre fait un bond de 4,4 % en un an, après une hausse de 2,5 % en 2011 et 2010. Avec les conjoints et les enfants à charge, ce sont 6,8 millions de personnes qui sont couvertes par ces aides, soit 10,4 % de la population.

C'est la deuxième plus forte augmentation constatée en vingt ans, après celle de 2009 (+6,2 %), année de forte crise économique. Cette tendance s'explique en grande partie par l'envolée du chômage qui, pour la première fois depuis 1999, dépasse les 10 % de la population active.

Dans ce contexte d'un marché de l'emploi dégradé, tous les effectifs des minima dédiés à l'insertion s'accroissent. Les allocataires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), versée à ceux ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage, sont toujours plus nombreux (+11,2 %). Tout comme ceux percevant le RSA socle, exclus de tout emploi ou presque (+6,2 %) : à eux seuls, ils représentent près de la moitié de l'ensemble des bénéficiaires. Même constat pour les titulaires de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C), qui progressent de 2,7 %.

Les ménages les plus pauvres vivent en partie grâce aux aides sociales (43 % des revenus), constituées de prestations familiales, d'aides au logement, de minima

sociaux et de la prime pour l'emploi. Ces dispositifs permettent de réduire de 8 points le taux de pauvreté.

À partir d'une enquête inédite de la Drees, cet ouvrage s'est également penché sur le profil et les trajectoires des publics les plus fragiles, comme ceux bénéficiant d'un revenu minimum. Faiblement insérés dans le tissu social, ces derniers rencontrent des difficultés de logement, vivent souvent seuls ou en famille monoparentale (56 % contre 35 % pour le reste de la population), et plus d'un tiers n'ont aucun diplôme, soit cinq fois plus que le reste de la population.

Quant aux nombreux ménages dits « modestes », dont les revenus se situent juste au-dessus du seuil de pauvreté, leur risque de vivre durablement dans des conditions matérielles très dégradées est élevé. Et c'est l'un des enseignements de cette édition : les situations de fragilité sociale ne sont pas forcément passagères.

CONSULTEZ L'OUVRAGE

« MINIMA SOCIAUX ET PRESTATIONS SOCIALES, MÉNAGES AUX REVENUS MODESTES ET REDISTRIBUTION, ÉDITION 2014 », DREES, sous la direction de Julie Labarthe et Michelle Lelièvre, décembre 2014

**Contact Presse DREES – drees-infos@sante.gouv.fr
Carmela Riposa – 01.40.56.88.84 - carmela.riposa@sante.gouv.fr**